

Actions et dispositifs du DARP à destination des entreprises



Dispositifs

FNE-F Fonds National pour l'Emploi - Formation

Contact : OPCO

Bénéficiez d'une prise en charge par l'État d'une partie des coûts pédagogiques du projet de formation

PCRH Prestation de Conseil en Ressources Humaines

Contact : OPCO

Bénéficiez d'un accompagnement en ressources humaines réalisé par un prestataire et cofinancé par l'État

Transco Transitions collectives

Contact : délégués à l'accompagnement des reconversions professionnelles (DARP)

Anticipez les transformations de votre secteur ou de votre activité et accompagnez les mobilités externes de salariés

Le dispositif est composé de deux volets, Transco et Transco-congé de mobilité, chacun étant détaillé dans une fiche dédiée.

DARP Délégués à l'accompagnement des reconversions professionnelles

Bénéficiez d'un accompagnement dans l'anticipation de vos besoins en matière d'emploi et de compétences

AAE Aides à l'embauche

Bénéficiez d'une aide financière pour vos recrutements, grâce à différents dispositifs

- Pour l'aide exceptionnelle à l'embauche des apprentis et alternants, contacter l'Agence de services et de paiements (ASP) au 0 809 549 549
- Pour les emplois francs, contacter Pôle Emploi
- Pour le Parcours Emploi Compétences et le Contrat initiative emploi (CIE) Jeunes, contacter Pôle Emploi, les Missions Locales ou les CAP Emploi
- Pour l'aide à l'embauche en contrat d'apprentissage ou de professionnalisation d'une personne handicapée ainsi que pour l'aide à son accueil, à son intégration et à son évolution professionnelle, contacter l'AGEFIPH : entreprises.occitanie@agefiph.asso.fr

Les délégués à l'accompagnement des reconversions professionnelles (DARP)



C'est quoi ?

Face aux transitions à l'œuvre (numérique, écologique...), le réseau des DARP de la DREETS Occitanie a pour mission **d'accompagner individuellement les entreprises dans l'anticipation de leurs besoins en matière d'emploi et de compétences** et dans les transitions professionnelles de leurs salariés. Véritables **prospecteurs de territoire** au service des compétences, les DARP sont des interlocuteurs de terrain privilégiés, **facilitant la mobilisation des outils et dispositifs adéquats** (FNE-Formation, PCRH, Transitions collectives, etc.) ainsi que **la mise en réseau avec les acteurs de l'emploi** locaux idoines (Pôle Emploi, missions locales, consulaires, etc.).

Pourquoi mobiliser un DARP ?

Pour répondre à vos questions concernant les problématiques de développement de votre entreprise :

Comment accroître mon activité ? Comment répondre à mon besoin d'investissement ? Comment identifier un appel à projet en cours sur mon secteur d'activité ?...

Pour être accompagné dans l'anticipation des évolutions emplois-compétences au sein de votre entreprise :

Réalisation de diagnostics RH/formation ; identification de solutions mobilisables parmi les dispositifs étatiques ou proposés par des partenaires externes ; suivi de l'entreprise dans la mise en œuvre des solutions proposées...



Bon à savoir

Les DARP **accompagnent également les transitions professionnelles** sur les territoires : organisation du dialogue territorial, promotion des dispositifs, animation des plateformes territoriales d'appui aux transitions professionnelles...

Qui peut en bénéficier ?

Toute entreprise



Quelles conditions ?

- L'entreprise **faisant face à des mutations** économiques ou **une évolution de son activité (développement ou contraction)** peut se rapprocher de son DARP départemental en vue d'un accompagnement.
- Un **accompagnement individualisé** est délivré par le DARP.
- Cet accompagnement peut être **ponctuel** ou **de plus long terme**.
- Les DARP sont mobiles sur l'ensemble du territoire départemental permettant un **accompagnement in situ des entreprises**.

Comment faire la demande ?

L'entreprise peut contacter directement par mail la [DARP de Lozère](#).

Quand faire la demande ?

Dès lors qu'un besoin se fait ressentir.

Pour plus d'informations :

Rendez-vous sur le [site](#) du Ministère du Travail, du Plein Emploi et de l'Insertion.

FNE-Formation



C'est quoi ?

Le FNE-Formation est un dispositif permettant d'accompagner des parcours de formation définis par les entreprises en difficulté, les entreprises en mutation et/ou reprise d'activité, ainsi que par les entreprises ayant recours pour leurs salariés, à l'activité partielle (de droit commun ou longue durée). Il consiste en une prise en charge par l'État d'une partie des coûts pédagogiques d'un projet de formation.

Taux de prise en charge

Les entreprises éligibles peuvent mobiliser le dispositif dans les conditions prévues par le régime général d'exemption par catégorie (RPEC), détaillé en page suivante.

Qui peut en bénéficier ?

Toute entreprise en activité partielle (à l'exception des salariés en contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) ; ou en difficulté (hors cas de cessation d'activité), ou en mutation et/ou reprise d'activité.



Les actions de formation, nécessairement organisées en parcours structurés inscrits dans la durée (inférieure ou égale à 12 mois), peuvent prendre différentes formes :

- Parcours de **reconversion** des salariés,
- Parcours **certifiant** donnant lieu à un diplôme, un titre professionnel, etc.,
- Parcours **compétences spécifiques** (liées à de nouveaux marchés, nouveaux modes d'organisation, accompagnement dans la reprise et le soutien à l'activité etc.),
- Parcours **anticipation des mutations** (liées à la transition numérique et écologique).



Quelles conditions ?

L'employeur doit :

- Obtenir l'**autorisation de mise en AP** par l'État, ou répondre aux **critères de l'article L1233-3 du code de travail pour les entreprises en difficulté**,
- Recueillir l'**accord écrit du salarié** pour le suivi de la formation (dans le cadre de l'AP),
- S'engager à **maintenir dans l'emploi les salariés formés** pendant une durée au moins égale à la durée de la formation.

Comment faire la demande ?

L'entreprise peut s'adresser à son **OPCO**.

Quand faire la demande ?

La demande peut être formulée dès lors que la demande d'AP est validée et/ou que les entreprises en difficulté ou en mutation et/ou reprise d'activité envisagent la mise en place de parcours de formation pour leurs salariés.

Pour plus d'informations :

Rendez-vous sur le [site](#) du Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion.

FNE-Formation

Niveau de l'aide et taux de prise en charge

Le régime général d'exemption par catégorie (RGEC)

Taux de prise en charge des coûts

	Petites entreprises <i>Effectif < 50 salariés et CA annuel ou total du bilan annuel < 10 M€</i>	Moyennes entreprises <i>Effectif < 250 salariés et CA annuel < 50 M€ ou total du bilan annuel < 43 M€</i>	Grandes entreprises <i>Entreprises n'entrant pas dans les 2 premières catégories</i>
Taux d'intensité	70%	60%	50%



Bon à savoir

- L'aide FNE **ne peut excéder 2 M€ par projet de formation.**
- Les coûts éligibles comprennent l'ensemble des coûts pour la mise en place d'une formation,
- **Les rémunérations peuvent être également prises en compte** pour les projets relevant du périmètre RGEC et seront établies sur une **base forfaitaire horaire de 11€** à laquelle s'appliquera le taux d'intensité correspondant,
- La **rémunération des salariés placés en AP ne peut être prise en charge.**



Les coûts éligibles sont les suivants :

- **La rémunération des formateurs**, pour les heures durant lesquelles ils participent à la formation ;
- **Les coûts de fonctionnement inhérents à la formation** tels que les frais de déplacement et d'hébergement des formateurs et participants, les dépenses de matériaux et de fournitures directement liés au projet, l'amortissement des instruments et des équipements, au prorata de leur utilisation exclusive pour le projet de formation en cause ;
- **Les coûts des services de conseil** liés au projet de formation ;
- **La rémunération des participants à la formation et les coûts généraux indirects** (coûts administratifs, location, frais généraux), pour les heures durant lesquelles les participants assistent à la formation.

Prestations de Conseil en Ressources Humaines (PCRH)



C'est quoi ?

La **prestation de conseil en ressources humaines (PCRH)** permet à l'entreprise, ou à un collectif d'entreprises, de **bénéficier d'un accompagnement en ressources humaines réalisé par un prestataire et cofinancé par l'État**

Montant de l'aide

La prise en charge peut être gratuite pour l'entreprise dans la limite d'un certain plafond :

- Prise en charge de l'État :
15 000 € HT maximum,

À ce montant, peut s'ajouter un cofinancement de l'OPCO.

Le reste à charge est donc très faible (voire nul) pour les entreprises.

Qui peut en bénéficier ?



Toute entreprise de moins de 250 salariés n'appartenant pas à un groupe de plus de 250 salariés.
La priorité est donnée aux PME de moins de 50 salariés et aux TPE de moins de 10 salariés, non dotées d'un service RH.



Bon à savoir

- L'accompagnement proposé **s'adapte aux besoins de l'entreprise : prestation courte (1 à 10 jours d'intervention) ou plus longue (10 à 20 jours)**. Il doit être réalisé sur **une période de 12 mois** et ne peut excéder 30 jours.
- Un accompagnement spécifique est **mobilisable pour la mise en place de structures RH mutualisées** (groupement d'employeurs par exemple).
- L'accompagnement peut être réalisé **de façon individuelle ou par session collective**.



Quelles conditions ?

L'employeur doit **contacter son OPCO** pour bénéficier de la prestation.

Comment faire la demande ?

L'entreprise peut s'adresser à son [OPCO](#).

Quand faire la demande ?

Dès lors qu'un besoin se fait ressentir. L'accompagnement doit être réalisé **dans les 12 mois** qui suivent la signature de la convention avec l'OPCO.

Pour plus d'informations :

Rendez-vous sur le [site](#) du Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion.

Transitions collectives (Transco)



C'est quoi ?

Le dispositif **Transitions collectives** permet :

- aux employeurs **d'anticiper les transformations** de leur secteur ou de leur activité, en accompagnant les salariés positionnés sur des métiers fragilisés dans une reconversion ;
- aux employeurs **en perspective de développement** de recruter dans un métier identifié comme porteur.



Ce dispositif est composé de deux volets : **Transco**, et **Transco-congé de mobilité**, *détaillé en page suivante.*

Montant de l'aide

La rémunération et les frais de formation sont pris en charge par l'État, totalement ou partiellement, en fonction de la taille de l'entreprise* :

- **100%** pour une entreprise de moins de 300 salariés
- **75%** pour une entreprise de 300 à 1 000 salariés
- **40%** pour une entreprise de plus de 1 000 salariés

***Taux majorés en cas de formation longue**

Qui peut en bénéficier ?



- **Toute entreprise** qui rencontre des transformations
- **Toute entreprise** en perspective de développement



Quelles conditions ?

- **L'entreprise qui rencontre des transformations identifie les métiers fragilisés**
 - si **< 300 salariés** : la liste des métiers fragilisés peut être formalisée par une simple **décision unilatérale**, après consultation du CSE.
 - à **partir de 300 salariés** : elle doit signer un **accord de gestion des emplois et des parcours professionnels** (GEPP) incluant la liste des métiers fragilisés.
- **L'entreprise souhaitant recruter dans un métier porteur fait connaître ses besoins de recrutement** au délégué à l'accompagnement et aux reconversions professionnelles (DARP) de son département et/ou à sa plateforme territoriale **pour faciliter les mises en relation** avec les salariés envisageant une reconversion.



Le salarié doit :

- Être en **CDI, CDD** ou titulaire d'un **contrat de travail temporaire**,
- Être **volontaire** et avoir formalisé un **accord avec son employeur** pour s'engager,
- Être **accompagné** dans son **parcours de reconversion** par un opérateur du conseil en évolution professionnelle (CEP) de manière sereine, préparée et sécurisée,
- Viser un **métier porteur** dans la région.

À l'issue de son parcours de formation, le salarié qualifié concrétise son projet en changeant d'entreprise (le contrat de travail sera rompu selon les modalités de droit commun).

Qui contacter ?

L'entreprise peut contacter la
[DARP de Lozère](#).

Quand faire la demande ?

En cas de besoins de
recrutement ou
d'emplois fragilisés.

Pour plus d'informations :

Rendez-vous sur le [site](#) du
Ministère du Travail, de
l'Emploi et de l'Insertion.

Transco-congé de mobilité



C'est quoi ?

À la suite d'un bilan de l'application du premier volet de Transitions collectives mis en œuvre à compter de janvier 2021, **le dispositif s'ouvre en 2022, aux salariés** occupant des emplois fragilisés, volontaires pour se former à un métier porteur au sein de leur bassin de vie et **bénéficiant d'un congé de mobilité**, soit dans le cadre d'un accord de gestion des emplois et des parcours professionnels (GEPP), soit dans celui d'un accord de rupture conventionnelle collective (RCC).



Montant de l'aide

Les frais de formation sont pris en charge par l'État, totalement ou partiellement, en fonction de la taille de l'entreprise (*taux de prise en charge identiques à Transco*).

La rémunération du salarié est financée de la manière suivante :

- La part correspondant à **65%** de la rémunération brute antérieure est entièrement à la charge de l'employeur,
- La différence entre **79,15%** de la rémunération brute antérieure du salarié et la part prise en charge par l'employeur (65% au minimum) est financée par l'État.



Quelles conditions ?

- **Toute entreprise** qui rencontre des transformations
 - **Toute entreprise** en perspective de développement
- **L'entreprise qui rencontre des transformations** doit signer, soit un accord de GEPP, soit un accord portant RCC, incluant la liste des métiers fragilisés. **Ces accords doivent prévoir un congé de mobilité** pour permettre aux salariés de s'inscrire dans ce dispositif.
 - **L'entreprise souhaitant recruter dans un métier porteur** fait connaître ses **besoins de recrutement** au délégué à l'accompagnement et aux reconversions professionnelles (DARP) de son département et/ou à sa plateforme territoriale **pour faciliter les mises en relation** avec les salariés envisageant une reconversion.



- Seuls les **salariés en CDI** sont éligibles,
- Le **service de conseil en évolution professionnelle** (CEP) est **facultatif** (les modalités d'accompagnement du salarié sont à prévoir dans l'accord collectif),
- Viser un **métier porteur** dans la région.

Le congé de mobilité du salarié prend fin à l'issue de la formation, ce qui donne lieu à la rupture du contrat de travail d'un commun accord des parties.

Qui contacter ?

L'entreprise peut contacter la
[DARP de Lozère](#).

Quand faire la demande ?

En cas de besoins de
recrutement ou
d'emplois fragilisés.

Pour plus d'informations :

Rendez-vous sur le [site](#) du
Ministère du Travail, de
l'Emploi et de l'Insertion.